

J.L.D - H.O.

N° RG 25/03791 - N°
Portalis
352J-W-B7J-DBPRP

**ORDONNANCE SUR REQUÊTE DU DIRECTEUR DE
L'ÉTABLISSEMENT**

**POURSUITE DE L'HOSPITALISATION COMPLÈTE AVANT
L'EXPIRATION D'UN DÉLAI DE DOUZE JOURS À COMPTER DE
L'ADMISSION**

ADMISSION EN CAS DE PÉRIL IMMINENT

rendue le 10 Décembre 2025

Article L 3211-12-1 du Code de la santé publique

REQUÉRANT :

Le directeur du GHU PARIS PSYCHIATRIE ET NEUROSCIENCES SITE HENRI EY
15 avenue de la Porte de Choisy - 75013 PARIS

Non comparant, non représenté,

DÉFENDEUR :

La personne faisant l'objet des soins :

née le 07 Avril 20

demeurant 19

Actuellement hospitalisée au GHU PARIS PSYCHIATRIE ET NEUROSCIENCES SITE
HENRI EY

Comparante, assistée par Me Marie-laure MANCIPOZ, avocat commis d'office,

MINISTÈRE PUBLIC :

avisé, non comparant, ayant donné son avis par mention au dossier en date du 09 décembre 2025 ;

Nous, Charlene WANPOUILLE, vice-président, chargé des fonctions de Juge des libertés et de la
détention au Tribunal judiciaire de Paris,
assisté de Réjane BAGNIS, Greffière,
statuant dans la salle d'audience de l'hôpital Sainte-Anne,

Il a été procédé au débat contradictoire prévu par l'article L3211-12-2 du code de la santé publique.

MOTIFS DE L'ORDONNANCE

**Les débats portent sur la santé mentale du défendeur. Il résulterait de leur publicité une atteinte
à l'intimité de la vie privée. Ils doivent donc avoir lieu en chambre du conseil.**

Selon l'article L. 3212-1 du Code de la santé publique, une personne atteinte de troubles mentaux ne
peut faire l'objet de soins psychiatriques sur la décision du directeur d'un établissement mentionné à
l'article L. 3222-1 que lorsque les deux conditions suivantes sont réunies :

- Ses troubles mentaux rendent impossible son consentement ;
- Son état mental impose des soins immédiats assortis soit d'une surveillance médicale constante
justifiant une hospitalisation complète, soit d'une surveillance régulière justifiant une prise en
charge sous la forme mentionnée au 2° de l'article L. 3211-2-1.

Selon l'article L. 3211-12-1 du même Code, l'hospitalisation complète d'un patient ne peut se
poursuivre sans que le juge des libertés et de la détention, préalablement saisi par le directeur de
l'établissement, n'ait statué sur cette mesure avant l'expiration d'un délai de douze jours à compter de
l'admission. Cette saisine est accompagnée d'un avis motivé rendu par le psychiatre de l'établissement.

Madame Jane Smith fait l'objet d'une admission en soins psychiatriques depuis le 2 décembre 2025. Par requête du 5 décembre 2025, le directeur d'établissement nous saisit pour que la poursuite de cette mesure soit ordonnée.

Sur les conclusions de nullité :

Le conseil de l'intéressé fait valoir que le certificat médical est daté du 2 décembre, qu'elle a été hospitalisée sous contrainte à cette date, transférée à Henry EY le 3 et que la décision d'admission n'a été prise que le 5 décembre.

En l'espèce, il ne peut qu'être constaté que la décision d'admission intervient le même jour que celle du maintien, à savoir le 5 décembre. Elle doit être considérée comme tardive au vu du fait qu'elle soit prise trois jours après la réalité de l'admission de l'intéressée. Aucune circonstance insurmontable ne permet de justifier ce délai et cela cause un grief à la patiente notamment au regard du délai de notification de ses droits afférents. Elle a été retenue plus de trois jours sans titre en hospitalisation sous contrainte sans pouvoir connaître ou exercer ces droits.

Ce moyen sera donc accueilli.

Il convient dès lors de rejeter la requête et d'ordonner la mainlevée de la mesure.

Il convient néanmoins de décider que cette mainlevée prendra effet dans un délai maximal de 24 heures afin qu'un programme de soins puisse, le cas échéant, être établi en application de l'article L.3211-2-1.

Les dépens seront laissés à la charge du Trésor Public.

PAR CES MOTIFS

Après débats en chambre du conseil, statuant par décision contradictoire mise à disposition au greffe, et en premier ressort,

Accueillons les irrégularités soulevées.

Rejetons la requête.

Ordonnons la mainlevée de la mesure d'hospitalisation complète sans consentement dont fait l'objet **Madame** Jane Smith.

Décidons cependant que cette mainlevée prendra effet dans un délai maximal de 24 heures afin qu'un programme de soins puisse, le cas échéant, être établi en application de l'article L.3211-2-1.

Disons que cette ordonnance bénéficie de plein droit de l'exécution provisoire.

Laissons les dépens à la charge du Trésor public.

Le Greffier

Fait et jugé à Paris, le 10 Décembre 2025

Le Vice-Président
Juge des libertés et de la détention

Copie certifiée conforme de l'ordonnance a été remise le 10 décembre 2025

à la patiente (signature)

à son conseil (signature)

la patiente et son conseil sont informés du délai d'appel et des modalités d'appel prévus aux articles R.3211-18 et R.3211-19 du code de la santé publique.

Article R.3211-18 : L'ordonnance est susceptible d'appel devant le premier président de la cour d'appel ou son délégué, dans un délai de dix jours à compter de sa notification. Le ministère public peut, dans tous les cas, interjeter appel dans le même délai.

Article R.3211-19 : Le premier président ou son délégué est saisi par une déclaration d'appel motivée transmise par tout moyen au greffe de la cour d'appel[...]

Copie certifiée conforme à l'original.
Le greffier

